

# POUR L'♀GALIT♂

argumentaire en 14 fiches



**PCF**  
Parti communiste français

**FRONT  
DE GAUCHE**

Malgré l'analyse d'Engels de la double exploitation des femmes : « ***Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat*** », nous restons au Parti communiste français dans une analyse figée qui, consciemment ou pas, subordonne le combat contre le patriarcat au combat contre le capitalisme.

Dans tous les partis politiques, les syndicats, comme dans l'ensemble de la société, il faut se battre pour démontrer que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un supplément d'âme.

Et force est de constater que, même si les mobilisations féministes ont permis d'arracher des droits nouveaux pour les femmes, les inégalités de genre demeurent vivaces en 2014.

Notre vigilance doit être permanente, tant les conservateurs de tout bord sont particulièrement présents pour faire reculer les droits (sécurité d'emploi, IVG, mariage pour toutes et tous, modèle unique de la famille...).

Dans la sphère privée comme dans la sphère publique, les inégalités entre les femmes et les hommes sont d'autant plus vivaces qu'elles sont « justifiées » par le rôle social qui est attribué à chacun. Les hommes sont eux aussi victimes de ce système, ils sont eux-mêmes enfermés dans des stéréotypes de réussite sociale et familiale. Tout écart à cette norme est de fait très mal vécu.

C'est pourquoi, nous devons, hommes et femmes, nous mobiliser, ensemble, pour changer de regard, pour ne plus reproduire une socialisation différenciée qui cloisonne dès le plus jeune âge, qui enferme nos identités. Communistes, nous nous devons de bousculer l'ordre établi, conscients que cette organisation sociale est aujourd'hui à bout de souffle. **L'émancipation féminine est avant tout une émancipation humaine.**

De la volonté politique, de l'intervention citoyenne dépendra l'avancée ou pas d'un projet de société basé sur le respect, la liberté, l'égalité. Un projet qui se construit chaque jour pour le bien être individuel et collectif.

**L'égalité, par essence, n'accepte aucune domination, aucune soumission, aucune exploitation.**

Laurence Cohen

responsable nationale du PCF *Droits des femmes/féminisme*

Il faut attendre 1965 pour que les femmes puissent exercer une profession sans l'autorisation de leur mari. Cela a permis une diversification des professions des femmes, le statut de « femme au foyer » n'étant plus la norme. Mais le patronat va utiliser l'aspiration à concilier vie professionnelle et vie familiale, que porte l'ensemble de la société, pour développer le temps partiel et la flexibilité. Résultat : 30% des Françaises travaillent aujourd'hui à temps partiel, souvent contraint.

Le travail des femmes est un véritable laboratoire d'expérimentation pour le patronat qui va étendre contrats flexibles et précaires, ses armes de prédilection, à l'ensemble du monde du travail.

**travail égal  
salaire égal**

L'offensive sur le travail du dimanche va dans le même sens, confortée par tant de bas salaires... Avec l'apparition de métiers tels que les services à la personne ou le développement du commerce à grande échelle, les dérèglementations de contrats de travail et de salaires explosent. **Le temps partiel est le révélateur des multiples transformations et tensions que connaît le monde du travail.**

De nouvelles formes de luttes apparaissent pour revendiquer des emplois à temps complet, de véritables contrats de travail et des salaires décents (à minima indexés sur le SMIC).

De nombreuses lois ont été votées en faveur de l'égalité professionnelle – depuis la reconnaissance du principe de l'égalité de rémunération de 1972 à la loi Roudy sur l'égalité professionnelle de 1983, en passant par la loi Génisson de 2001, sans oublier celle sur l'égalité salariale de 2006

– mais aucune n'est appliquée, faute de décrets et/ou de sanctions suffisamment dissuasives à l'encontre des entreprises contrevenantes.

C'est par le travail que les femmes conquièrent leur autonomie financière.

**Il est donc plus que jamais d'actualité d'exiger l'arrêt de toutes les discriminations à l'égard des femmes dans le monde du travail : un accès égal à l'emploi, des salaires égaux et l'arrêt des discriminations liées à la maternité.**

## PRÉCARITÉ-PAUVRETÉ

En France, les femmes représentent 47% de la population active, mais :

83% des emplois à temps partiel

femmes : 1 000 000, hommes : 300 000

59% des emplois aidés ou CDD

80% des salariés qui sont payés en dessous du SMIC

54% des chômeurs inscrits à Pôle Emploi

57% des chômeurs non-indemnisés

chômage des moins de 25 ans : femmes 26,1%,  
hommes 23,4%.

Les femmes constituent plus de la moitié des travailleurs pauvres.

Une femme sur 3 travaille à temps partiel, très souvent imposé.

L'emploi des femmes, à plus de 70%, est concentré dans des secteurs à bas salaires (grande distribution, restauration, services à la personne...). Une femme gagne en moyenne 27% de moins qu'un homme.

83% des retraitées vivent avec une pension inférieure au minimum vieillesse. Les femmes perçoivent une retraite de base inférieure de 42% à celle des hommes.

Une femme sur 3 est chef de famille monoparentale. C'est aux femmes qu'incombe toujours la majorité des tâches liées à la vie quotidienne.

**un  
constat qui  
perdure et  
s'aggrave**

Pour les réactionnaires familiaristes, nostalgiques de la « patrie, fille aînée de l'église » et du pétainisme, qui défilent régulièrement depuis plusieurs mois dans nos villes, la soi-disant « théorie du genre » viendrait menacer la famille transformant les filles en garçons, les garçons en homosexuels... Leur idéologie binaire des sexes est pathétique et nauséabonde.

Il n'existe pas de « théorie du genre » mais bien des études de genre qui ont commencé il y a maintenant plusieurs décennies. Déjà en 1949,

Simone de Beauvoir écrivait : « *On ne naît pas femme, on le devient* ». En effet les études de genre distinguent le sexe biologique et le sexe social. Comment peut-on encore imaginer que la vie des humains soit déterminée simplement par la testostérone ou par le double chromosome x ? La non répartition des tâches ménagères serait une question d'hormones ? Le

choix des carrières « féminines » mal payées et mal reconnues serait inscrit de toute éternité par la main de Dieu ou par celles des hommes ? Les stéréotypes sexistes nous agressent, les inégalités renforcent l'exploitation; la multitude des femmes exploitées, à temps partiel imposé par les patrons, le sont aussi par l'État. N'est-ce pas lui qui dégrade les services publics et renvoie les femmes à leurs rôles « féminins » de « bonnes à tout faire » ? Cette situation est inacceptable !!

Nous défendons la liberté de choisir nos vies ! Nous pensons qu'il est possible de changer les mentalités ! Nous voulons que l'Éducation nationale ait les moyens de jouer son rôle auprès des enfants pour une véritable éducation non sexiste. Toutes les filières professionnelles doivent être accessibles aux filles comme aux garçons.

La hiérarchie des métiers doit cesser, il n'y a pas de raison qu'une aide-soignante gagne moins qu'un grutier et une grutière est aussi capable

qu'un aide-soignant.

L'égalité que nous voulons est indissociable de la liberté. Les carcans imposés par les normes religieuses et patriarcales doivent être subvertis pour l'épanouissement de toutes et tous.

**Ce combat est politique, il est celui de tous les instants car il touche aux représentations tout il est difficile de se libérer.**

sortons  
des  
carcans

pas  
seulement  
à la météo

## MÉDIAS

Une polémique a enflé lorsque la ministre des Droits des femmes a imposé au programme des écoles de journalisme « l'enseignement sur l'égalité, la lutte contre les stéréotypes, les préjugés sexistes, les images dégradantes ».

Les femmes représentent la moitié des cartes de presse délivrées, mais n'ont que 30% du temps de parole dans les médias, redressons ce préjugé. Soutien à l'action des journalistes dénonçant « les clichés sexistes ».

## SPORT

Les Jeux Olympiques d'hiver se sont achevés avec autant d'athlètes femmes et hommes médaillés ! Pourtant, qui le sait ? Ce sont les sportifs hommes qui sont sur le devant de la scène médiatique (interview, retransmission des compétitions...).

Il est urgent d'abolir les discriminations sexistes dans le milieu sportif et d'imposer notamment la parité femmes/hommes dans toutes les instances sportives.

sportives  
à  
l'honneur

**mon corps  
est à moi**

Les droits à la contraception (1967) et à l'interruption volontaire de grossesse (1975 et 1979), constituent une révolution sexuelle pour l'ensemble de la société. Pour les femmes d'abord, car sans possibilité de maîtriser leur fécondité, elles étaient condamnées à une sexualité dominée par la crainte d'une grossesse non désirée. Mais aussi pour l'épanouissement, le droit au plaisir de chacune et chacun.

La loi sur le droit à l'IVG a récemment été débarrassée de la notion de « situation de détresse ». Mais ces dernières années le nombre de centres d'IVG a été divisé par 2, les centres de Planning familial ont du mal à exister et la délivrance gratuite de contraceptifs aux jeunes filles reste problématique.

## PMA ? GPA ?

L'accès au mariage pour les couples homosexuels leur ouvre le droit à l'adoption. Les réactionnaires dénoncent une légalisation de l'homoparentalité que renforcerait l'accès à la PMA (procréation médicalement assistée) et à la GPA (gestation pour autrui). Face à cette cacophonie, des voix féministes s'élèvent pour démasquer les assimilations et contrecarrer la revendication de la GPA venant de « gays » et de couples hétérosexuels.

Légale en France pour les couples hétérosexuels infertiles, mariés ou pas, la PMA est soumise à des règles strictes. Toutefois, la mère biologique ne fera ni don ni vente de son enfant à des parents d'intention. Aussi, **en vertu du principe d'égalité de notre République, l'accès à la PMA doit être un droit ouvert à toutes les femmes dont les conditions de vie sont propices au bien-être de l'enfant, et quelle que soit leur orientation sexuelle.**

Interdite en France, dans les pays où elle est légale, la GPA ou l'utilisation de mères porteuses favorise l'émergence d'une industrie florissante qui propose en pack un bébé clé en main. Ceci crée un prolétariat reproductif. En effet, les femmes qui louent leur ventre ou vendent des ovocytes sont généralement en situation de grande pauvreté. De plus, au nom de prétendues qualités féminines, c'est à une instrumentalisation du corps des femmes que nous assistons, expression violente du système patriarcal.

**Revendiquée au nom du lien génétique, de l'individualisme, la GPA est une véritable régression sociale. Nous nous y opposons totalement.**

**non  
à la  
« double  
peine »**

**la GPA  
n'est pas  
une PMA au  
masculin**

**Les moyens de contraception doivent être accessibles à toutes. Il faut lutter contre toute fermeture de maternité. Les centres IVG et le remboursement de l'IVG doivent être maintenus. L'avortement est un droit !**

Une droite revancharde se mobilise sur une vision rétrograde de la famille : cellule de base de la société capitaliste, où l'homme domine et la femme, reproductrice, est son complément. La société est bien plus complexe et diverse.

**Chacun-e a le droit à la liberté sexuelle. Et, entre autres, au respect de son orientation sexuelle.**

Les attaques frontales contre les LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi et Trans) autour de la loi légalisant le mariage pour toutes et tous appellent une vigilance extrême. Il nous faut continuer la lutte contre tout retour en arrière.

## MIGRANTES

50% de la population migrante est constituée de femmes. Elles se retrouvent confrontées à la fois aux préjugés et pratiques racistes en tant qu'étrangères, et aux pratiques sexistes en tant que femmes. Femmes migrantes et réfugiées, elles subissent en France une double violence : la violence qu'elles vivent en tant que femmes et une violence institutionnelle. Elles sont dans une situation de grande vulnérabilité car migrantes, réfugiées et femmes.

Il existe une relation fondamentale entre immigration, occultation des femmes migrantes et violences démultipliées. D'où la nécessité absolue d'un accès urgent au droit de séjour ou au statut de réfugiée pour ces femmes.

Les violences contre les femmes peuvent prendre des formes multiples : violences physiques, sexuelles, verbales, psychologiques, harcèlement... Toutes sont **inacceptables et en toutes circonstances**. Pourtant, en France, tous les 3 jours une femme décède de violences conjugales. Dans le monde, une femme sur 3 sera, au cours de sa vie, victime d'abus sexuel, de viol, ou battue.

### une loi contre le machisme

Une loi-cadre « Égalité femmes/hommes » prochainement votée au Parlement comprend un volet sur les violences. On y constate avec satisfaction le **renforcement de l'ordonnance de protection des victimes**. Mais la persistance à vouloir appliquer une **médiation pénale** mettant en présence, et sur le même plan, victime et auteur des violences, est à déplorer.

Des **campagnes** permanentes, fortes, doivent être mises en place : information, sensibilisation, éducation. Des **formations** spécifiques et obligatoires en matière de prévention et de prise en charge doivent être délivrées régulièrement à tous les professionnels concernés. La délivrance ou le renouvellement du **titre de séjour** des femmes étrangères victimes de violences, tout comme l'octroi du **statut de réfugiée** aux femmes étrangères victimes de violences, doivent impérativement figurer dans cette loi-cadre.

## PROSTITUTION

Une « activité comme une autre » ? « Choisie », aux dires de certains, par celles (très majoritairement des femmes) qui la pratiquent, et répondant à un « besoin incompressible » des hommes en carence sexuelle ou souhaitant assouvir un fantasme de domination sexuelle légitime car tarifé... La prostitution s'en tirerait presque à bon compte ! Sauf que l'écrasante majorité des personnes qui se prostituent le font sous des contraintes : celle d'un proxénète et de réseaux de trafics de personnes, celle d'une pauvreté extrême, celle d'un vécu d'abus et de mauvais traitements.

**La prostitution n'est pas un métier. C'est un système qui emmure et broie. C'est la violence patriarcale poussée à son paroxysme.**

Une loi abolitionniste est actuellement en discussion au Parlement. Elle **supprime le délit de racolage**, qui pénalisait doublement les prostituées. Elle prévoit de **pénaliser le client** – pour assécher le très juteux marché qui nourrit le système prostitutionnel et responsabiliser ceux qui participent de ce système de domination.

Elle projette également de **s'attaquer aux réseaux mafieux de trafic** de personnes et aux proxénètes, et d'**accompagner les prostituées** pour qu'elles sortent de l'engrenage prostitutionnel et se réinsèrent, notamment, en trouvant un emploi.

Aucune situation ne doit justifier de vendre son corps. **La prostitution n'est pas légitime**, elle ne peut être une option dans un monde où le pouvoir de l'argent donne un poids exorbitant aux dominants sur les dominés. Ce sont les fondements de notre position résolument abolitionniste.

mon corps n'est pas à vendre

Le CNDP (*Collectif national pour les droits des femmes*), avec d'autres dont le PCF, est l'auteur d'une **loi globale contre les violences** reprenant ces propositions, soutenue par des milliers de personnes. L'action se poursuit pour que cette loi, déposée par nos parlementaires, soit mise à l'ordre du jour des deux Assemblées. Le gouvernement a le devoir de faire voter **un texte de loi à la hauteur de la gravité et de l'urgence des enjeux, ainsi que de donner tous les moyens nécessaires à son application réelle.**

La tenue vestimentaire des femmes, comme l'heure à laquelle elles marchent dans les rues, n'est pas sans conséquence. L'espace public leur reste confisqué à des degrés divers. Jusqu'aux années 1970, le pantalon était même interdit dans les collèges et lycées, les entreprises et les institutions. Aujourd'hui, l'habillement est l'enjeu de pressions, de codes plus ou moins intériorisés.

**inventer  
la cité de  
la mixité**

**Faire évoluer les mentalités est urgent ! La mixité de l'espace public doit devenir partout une réalité.**

Les villes modernes sont en apparence des lieux de liberté, de mixité que chacun-e utilise à sa guise. Les projets de ville sont généralement projets de vie meilleure, voire de société nouvelle, souvent d'égalité. Pourtant, les villes sont fondamentalement le reflet des normes sociales dominantes. L'organisation du territoire est discriminante : inadaptation des transports et des éclairages, carences des services publics...

Il nous faut questionner la responsabilité de l'action publique dans la production des inégalités, et la volonté réelle des politiques d'y répondre.

Nous devons penser et construire les villes avec esprit d'égalité, de mixité et d'inclusion des femmes.

Faciliter la participation des citoyennes à toutes les décisions politiques. Développer des mesures de prévention (campagne d'information, personnels formés pour éduquer à l'égalité des genres...) mais aussi de répression avec des mesures contraignantes pour non respect des lois.

**Concevoir et construire un espace public comme un droit fondamental pour toutes et tous.**

## CITOYENNETÉ ET POUVOIR

1789 : le droit de vote « universel » est masculin. Le droit de vote et d'éligibilité des femmes arrivera 155 ans plus tard, malgré l'action de féministes. Il faudra encore 56 ans d'actions et une politique volontariste pour obtenir la parité. En 2014, le constat est clair, l'accès à la citoyenneté sociale, économique, politique et aux pouvoirs reste l'un des combats essentiels pour évoluer vers une société émancipée.

Notre société s'est construite à partir de normes masculines : les hommes occupent la sphère publique et les femmes restent au foyer.

Les lois dites sur la parité de 2000, 2002 et 2007 ont permis de féminiser les lieux institutionnels. Mais à y regarder de près, combien de femmes sont maires, présidentes de régions ou de conseils généraux ?

**L'exigence du partage du pouvoir à égalité entre femmes et hommes est une question de justice et de démocratie.** Il faut déconstruire les normes de la société, en faire émerger de nouvelles empreintes d'égalité, de mixité. Permettre à ce que les pouvoirs, quels qu'ils soient, professionnels, économiques ou politiques, soient exercés par autant de femmes que d'hommes.

Faire vivre le pouvoir du peuple, c'est bousculer l'ordre établi et les mentalités, c'est exiger pour toutes les élections, un mode de scrutin à la proportionnelle et c'est obtenir un véritable statut de l'élu-e. Ces batailles sont parties intégrantes de nos actions pour une 6ème république, centrée sur la démocratie et la parité.

**Les femmes sont des citoyennes à part entière, dont le statut doit être reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui, en l'état, « favorise l'égalité » mais ne la garantit pas !**

**La démocratie doit être paritaire.**

**garantir  
l'égalité**

universelles

Les luttes des femmes pour le respect de tous leurs droits sont internationales. Bien que leurs situations soient très diverses : degrés variables dans l'oppression, dans l'avancement des droits consacrés par les lois, et dans les mobilisations, il est incontestable que perdure, à l'échelle planétaire, la domination patriarcale érigée en système. Considérées comme inférieures parce que femmes, reléguées au rang de reproductrices, de subalternes, elles subissent le double joug du système capitaliste et du patriarcat qui se nourrissent mutuellement. Elles souffrent aussi d'attaques plus ou moins larvées, amplifiées par le poids des religions monothéistes, qui promeut une vision rétrograde de la société, défendant des schémas rigides de la famille, des diktats en termes d'autonomie et de liberté des femmes.

Dans les conflits armés, elles subissent toutes les horreurs et les plus viles barbaries, tel le viol utilisé comme arme d'épuration ethnique. Leurs tragédies qui touchent à l'insupportable soulèvent notre indignation collective. Mais les femmes du monde ne sont pas des victimes consentantes, elles ne renoncent pas, que ce soit pour dénoncer les viols comme armes de guerre en Afrique et ailleurs, s'opposer à la violence au Mexique ou en Colombie, gagner la reconnaissance constitutionnelle de leur citoyenneté en Tunisie... Elles veulent être actrices de leurs vies. Elles constituent les forces

motrices de la réconciliation, de la justice, de la paix, de la démocratie et de l'État de droit.

Dans ce combat universel en faveur de l'égalité, du respect et de la liberté, notre solidarité est acquise à toutes les femmes, celles qui sont militantes engagées et celles qui mènent en silence leurs luttes au quotidien. Toutes leurs victoires sont nôtres, et celles de toutes et tous, car elles permettent d'arracher de nouveaux droits et de nouvelles libertés.

## EUROPE

Les luttes des femmes en Europe ont grand besoin de convergence. Dans un contexte de crise prolongée, où des politiques d'austérité d'une rare violence sont imposées, les droits des femmes sont sévèrement attaqués et de graves régressions menacent. On le voit actuellement avec les tentatives de suppression ou de fortes restrictions du droit à l'IVG dans plusieurs pays. Après la Pologne, c'est au tour de l'Espagne de restreindre ce droit.

Face à ces offensives, le Parti de la Gauche européenne (PGE), présidé par Pierre Laurent, lance une campagne de pétition pour défendre ce droit à l'IVG partout et pour toutes.

Les femmes s'unissent, elles se constituent en réseaux comme *El-Fem*, réseau féministe du PGE, et elles revendiquent partout les mêmes droits.

Au Parlement européen, notre groupe GUE/NGL constitue un point d'appui pour défendre et améliorer les droits des Européennes. Ne faut-il pas réfléchir aux conditions à créer pour mettre en œuvre «la clause de l'europeenne la plus favorisée», proposition de Gisèle Halimi ?

hisser  
les droits  
des femmes  
partout

## POUR ALLER PLUS LOIN

Femmes dans les conflits armés, rapport sénatorial  
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-212-notice.html>

*El Fem*/PGE

<http://fr.european-left.org/fr/propos-de-la-ge/working-groups/el-fem>

Brochure : *Et si les femmes révolutionnaient le travail*  
<http://projet.pcf.fr/50965>

*Communisme/féminisme* : bulletin mensuel  
<http://www.pcf.fr/7390>

Féministes Front de gauche

[fdg-feministe@googlegroups.com](mailto:fdg-feministe@googlegroups.com)